

Élise UNTERMAIER-KERLÉO
elise.untermaier-kerleo@univ-lyon3.fr



Situation actuelle

Fonctions exercées à l'université

- **Maîtresse de conférences en droit public, HDR, hors classe**, faculté de droit de l'université Jean Moulin Lyon 3 (depuis 2010)
- **Assesseure du doyen en charge de la communication et de la culture** (depuis juin 2022)
- **Référente déontologue et alerte** de l'université Jean Moulin Lyon 3 (depuis janv. 2020)
- Membre de l'**Équipe de droit public de Lyon**, co-responsable de l'axe collectif de recherche « Prise de la décision publique »
- **Directrice adjointe de l'Institut d'Études Administratives** (depuis sept. 2019)
- Membre du **collège d'experts** (MCF – droit public) de l'université (depuis 2016)
- **Responsable du parcours de licence droit-prépa IEP** en partenariat avec l'institution des Chartreux (depuis sept. 2019)
- Membre du conseil d'administration et du comité de rédaction de l'association **ALYODA- Association LYOnnaise de Droit Administratif** (depuis 2010)

Fonctions exercées en dehors de l'université

- Membre du **Comité consultatif de déontologie et de transparence des élus de la Ville de Lyon** (depuis nov. 2021).
- **Présidente du Comité de déontologie et d'éthique** et référente déontologue des élus de la **Métropole européenne de Lille** (depuis mai 2021).
- **Référente déontologue et laïcité** pour les centres de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône, de la Haute-Loire (depuis janv. 2018), de l'Isère (depuis févr. 2019), du Cantal (depuis janv. 2021), de la Drôme (depuis juil. 2021) et la Loire (depuis 2022) ; co-animatrice du réseau national des référents déontologues des centres de gestion (depuis mai 2021).
- Membre de l'**Observatoire de l'éthique publique** (depuis 2018).

Parcours professionnel

2016-2020	Assesseure du doyen en charge des licences de droit (janv. 2016-sept. 2020)
2016-2020	Membre de la commission recherche et du conseil académique
2012-2016	Directrice adjointe de l'Équipe de droit public de Lyon
Depuis 2013	Maîtresse de conférences à la faculté de droit, université Jean Moulin Lyon 3
2010-2013	Maîtresse de conférences à l'IUT, département carrières juridiques, université Jean Moulin Lyon 3
2007-2009	Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à la faculté de droit, université Jean Moulin Lyon 3.
2004-2007	Allocataire-monitrice à la faculté de droit, université Jean Moulin Lyon 3

Titres universitaires

2022	Habilitation à diriger les recherches <ul style="list-style-type: none">• Thème : <i>La bonne administration, Une approche juridique de l'éthique administrative</i>, avec une étude inédite <i>Le référent déontologue. Figure modeste, figure moderne de l'administration</i>.• Date et lieu de soutenance : 6 juill. 2022, université Jean Moulin Lyon 3• Garante : Caroline Chamard-Heim ; Rapporteurs : Fabrice Melleray, Johanne Saison et Emmanuel Aubin ; Olivier Renaudie (président) ; Hervé de Gaudemar.
2010	Qualification aux fonctions de maître de conférences (section 02)
2009	Doctorat de droit public , <i>Mention très honorable avec les félicitations du jury</i> <ul style="list-style-type: none">• Titre de la thèse : <i>Les règles générales en droit public français</i>• Date et lieu de soutenance : 12 nov. 2009, université Jean Moulin Lyon 3• Directrice : Sylvie Caudal Sizaret
2006	Master 2 Recherche - Théorie et analyse du droit , <i>Mention bien</i> , université Paris X Nanterre
2004	DEA - Droit public fondamental , <i>Mention bien</i> , université Jean Moulin Lyon 3
2003	Maîtrise de droit public , <i>Mention bien</i> , université Jean Moulin Lyon 3
2002	Licence de droit public , <i>Mention bien</i> , université Jean Moulin Lyon 3
2001	DEUG de droit , <i>Mention bien</i> , université Jean Moulin Lyon 3
1999	Baccalauréat série L , option mathématiques, <i>Mention bien</i>

Distinctions

2021 Chevalier dans l'ordre des palmes académiques

Enseignement

Cours magistraux

- Depuis 2013 : cours magistral de **droit administratif général**, Licence 2, semestres 3 et 4 (72 h)
- Depuis 2012 : cours magistral de **science administrative**, Master 2 Carrières publiques (15 h)
- Depuis 2019-2020 : cours magistral de **procédure administrative non contentieuse**, Master 1 droit public, semestre 2 (20 h)
- Depuis 2019-2020 : cours magistral de **droit administratif approfondi**, Master 2 carrières publiques (15 h)
- 2020-2021 : cours magistral **d'institutions administratives** à destination des étudiants inscrits à l'Ecole de la réussite en droit – EdIR (20h)
- Depuis 2020-2021 : cours magistral **d'introduction générale au droit** à destination des étudiants inscrits en PASS (cours en ligne organisé en 10 leçons)
- 2017-2020 : cours magistral de **droit du contentieux administratif**, Master 1 droit public (30 h)
- 2016-2018 : cours magistral **approche comparée des administrations**, Master 2 Carrières publiques (12 h)
- 2014-2016 : cours magistral **d'introduction générale au droit**, Licence 1, semestre 1 (30 heures)
- 2015-2016 : cours magistral de **procédure administrative contentieuse**, Master 1 Droit public (30 h)
- 2014 -2016 : cours magistral de **procédures fiscales**, Licence 3, semestre 6 (30 heures)
- 2014-2016 : cours de **contrats publics**, Master 1 droit public des affaires (40 heures)
- 2010-2014 : cours magistral de **droit administratif des biens**, DUT, semestre 4 (30 h)

Autres formations

- Depuis 2021-2022 : formation **déontologie de la fonction publique** pour l'Institution régional d'administration (IRA) de Lyon (2 sessions par an de 3 heures).
- Depuis 2020-2021 : formations **environnement juridique et déontologie** (2 sessions par an de 3h) et **déontologie universitaire et intégrité scientifique** (une session par an de 4 h), destinées aux personnels de l'université Jean Moulin Lyon 3
- 2022, 2018 et 2017 : la **déontologie du fonctionnaire à l'épreuve des réseaux sociaux** (e-déontologie), formation pour les agents du ministère de la justice, Lyon.

- 2019 : participation à la **formation à la déontologie** des formateurs académiques, Institut des hautes études de l'éducation et de la formation – IHEEF (animation d'ateliers, rédaction de cas pratiques)
- 2015-2018 : formation **valeurs du service public – déontologie administrative** à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques ENSSIB (18 h)
- Depuis 2015 : prépa IEJ- examen d'accès au CRFPA, **droits et libertés fondamentaux, aspects de droit administratif** – préparation au grand oral (4 h)
- 2015-2019 : prépa IEJ- examen d'accès au CRFPA, **droit administratif** (15 h)
- 2011-2021 : **formations doctorales** : être chargé de travaux dirigés en droit public ; méthodologie du commentaire d'arrêt en droit public (6 h)

Publications

Les publications sont classées dans l'ordre suivant :

- Ouvrages individuels
- Direction de publications collectives
- Articles dans revues nationales à comité de lecture et chapitres d'ouvrages ou d'encyclopédie, commentaires, rapports
 - Actes administratifs et éthique de l'administration
 - Déontologie des responsables publics
 - Droit administratif des biens.
 - Autres thèmes
- Participation à des colloques ou manifestations
- Organisation de colloques
- Encadrement de recherches

Ouvrages individuels

1. *Droit administratif*, avec Hervé de Gaudemar, Dalloz coll. Séquences, 2023 (à paraître)
2. *Droit administratif*, Ellipses, coll. « Mes TD », 1^{ère} éd., janv. 2017 ; 2^e éd., 2022 (à paraître)
3. *Les règles générales en droit public français*, Paris, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », T. 268, 2011.
4. *Culte, culture et domanialité publique. L'organisation de concerts dans les églises*, mémoire pour le DEA de droit public, sous la direction de Sylvie Caudal, publication de l'université Jean Moulin Lyon 3, collection de l'Équipe de droit public, n° 1, Lyon, 2005.

Direction de publications collectives

5. Dossier *La déontologie de la vie publique locale en phase de déploiement (4^e volet)*, JCP A n° 18, 9 mai 2022.
6. Dossier *Déontologie de la vie publique locale : la recherche du second souffle (3^e volet)*, JCP A n° 49, 6 déc. 2021.
7. *La déontologie des juges. État des lieux et perspectives d'avenir*, avec Elina Lemaire et Johanne Saison, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, déc. 2021.
8. *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, avec Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard, LexisNexis, août 2021.
9. Dossier *Déontologie des élus locaux : les risques juridiques de l'action publique locale (2^e volet)*, JCP A n° 19-20, 10 mai 2021.
10. Dossier *Déontologie des élus locaux : les risques juridiques de l'action publique locale (1^{er} volet)*, JCP A n° 47, 23 nov. 2020.
11. Dossier *La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité*, JCP A n° 27, 9 juillet 2018.
12. Jusqu'en 2020 : supervision de la publication des revues de jurisprudence administrative lyonnaise ALYODA (3 numéros par an depuis 2010).

Articles dans revues nationales à comité de lecture et chapitres d'ouvrages ou d'encyclopédie, rapports et commentaires

Actes administratifs et éthique de l'administration

- **Articles**

13. « L'éthique de la décision administrative algorithmique », in Vanessa Barbé et Stéphanie Mauclair (dir.), *Vers un droit de l'algorithme ?*, éd. Mare et Martin, déc. 2022, p. 133-142.
14. « Le recours par l'État aux cabinets de conseil : *behind the scene* », à propos du rapport de Mme Éliane Assassi, fait au nom de la commission d'enquête du Sénat Cabinets de conseil - un phénomène tentaculaire : l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques, n° 578, 16 mars 2022, JCP A, 4 avril 2022, aperçu rapide.
15. « Les clefs d'une externalisation réussie », à propos du rapport déposé au nom de la commission des finances, en conclusion des travaux d'une mission d'information relative aux différentes missions confiées par l'administration de l'État à des prestataires extérieurs (*outsourcing*), par Mme Cendra Motin, 19 janv. 2022, JCP A, 31 janv. 2022, aperçu rapide, n° 90.
16. « Un exemple d'utilisation d'une plateforme dans le cadre d'une politique publique : Parcoursup », in *L'émergence d'un droit des plateformes*, Xavier Delpech (dir.), Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », sept. 2021.

17. « Les risques de l'externalisation. Un regard juridique sur le recours par l'État à un cabinet de conseil pour l'élaboration de sa stratégie vaccinale », *JCP A* 1^{er} févr. 2021, Libres propos, n° 68.
 18. « L'encadrement du lobbying devant l'administration », in *Le lobbying. Influence, contrôle et légitimité*, Jean-François Kerléo (dir.), LGDJ, juill. 2020, p. 93.
 19. « Une entité administrative originale : l'autorité environnementale », in *L'environnementalisation du droit*, études en l'honneur de Sylvie Caudal, Christophe Roux (dir.), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, T. 101, mars 2020, p. 151.
 20. « La simplification des procédures administratives : amélioration ou disparition des relations du public et de l'administration ? », in *La simplification normative et administrative : état des lieux, enjeux et perspectives*, Jean-Luc Pissaloux et Marc Frangi (dir.), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, T. 102, mars 2020.
 21. « La motivation des décisions réglementaires et d'espèce en droit administratif français », in *La motivation des actes administratifs. Le droit français à la lumière du droit administratif comparé*, Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux, 17 | 2019, pp. 21-30.
 22. « Les nouveaux visages de la décision administrative : d'une administration assistée à une administration automatisée », *JCP A* n° 50, 14 déc. 2018, n° 2339.
 23. « La Charte de l'environnement et le juge administratif. Que reste-t-il de la jurisprudence Tallagrand ? », in mélanges en hommage au professeur Jean Untermaier, *Des petits oiseaux aux grands principes*, éd. Mare et Martin, mars 2018.
 24. « L'acte administratif réglementaire, un acte de portée générale ? », revue *Droit administratif*, juin 2017, étude 11.
 25. « Tout ce qui n'est pas interdit est permis » : l'application du principe aux autorités publiques », *RDP* 2017, n° 2.
 26. « Le droit souple, un regard circonspect sur la jurisprudence Crédit foncier de France », *RFDA* n° 6/2014, pp. 1029-1038.
 27. « Le tiers à l'acte administratif unilatéral. Un administré et un justiciable de second rang », *RFDA* n° 2/2013, pp. 285-298.
 28. « Les "contrats" entre personnes publiques sont-ils des contrats ? », *AJDA* 15/2013, pp. 843-845.
 29. « Regard critique sur la motivation en droit administratif français à l'aune de quelques exemples en droit comparé », *La motivation en droit public*, Paris, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2013, pp. 103-122.
- **Commentaires**
30. « OQTF suite au rejet d'une demande d'asile : un exemple rare d'annulation pour méconnaissance du droit d'être entendu », note sous CAA Lyon, 5^{ème} chambre – N° 21LY03446 – 3 mars 2022 – C+, *Rev. jurisp. ALYODA* 2022, n° 3.

31. « Le droit à une bonne administration n’implique pas le droit d’être entendu dans le cadre d’une procédure d’éloignement », CAA Lyon, 1^{er} mars 2013, n° 12LY02704, *Halifa*, in *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 11.
32. « Les "orientations générales" distinguées des "lignes directrices" », CAA Lyon, plén., 2 oct. 2014, n° 14LY01524, *Mme Lika* ; n° 14LY01523, *M. Dema*, n° 14LY01620, *M. Haouaiji*, in *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 17.
33. « La délégation accordée à une fédération sportive : un acte individuel... mais réglementaire ! », note sous CE, 16 févr. 2018, *Féd. française de vol libre*, n° 408774, *AJDA* n° 17/2018, p. 994.
34. « La double définition de l’acte réglementaire – Encore des zones d’ombre ! », note sous CE, 19 juin 2017, *Société anonyme de gestion de stocks de sécurité (SAGESS)*, *AJDA* n° 30/2017, 18/09/2017.
35. « L’adaptation des parcs nationaux existants au régime issu de la loi du 14 avril 2006 », note sous CE, section, 23 mars 2012, *Cne de Hures-la-Parade*, n° 337144 et *M. Lassale et autres*, n° 328866, *AJDA* 26/2012, pp. 1458-1464.
36. « Référé-suspension contre les clauses réglementaires d’une convention : rejet sur le fond, recevabilité et compétence en question », note sous CE, ord. réf., 18 oct. 2010, *Mme Le Mercier et autres*, n° 343365, *AJDA* 5/2011, pp. 277-280.
37. « L’adage *nemo auditur...* et le contentieux des étrangers », obs. sous CAA Lyon, ord. 10 avril 2015, *M. X. et Mme Y.*, n° 14LY03960, *Rev. jurisp. ALYODA* 2015, n° 2.
38. « La régularisation des étrangers en situation irrégulière. L’impossibilité de recourir à des lignes directrices en cas de compétence gracieuse », obs. sous CAA Lyon, 2 oct. 2014, *Mme L.*, n° 14LY01524, *M. D.*, n° 14LY01523, *M. H.*, n° 14LY01620, *Rev. jurisp. ALYODA* 2014, n° 3.
39. « L’avis médical en vue de la délivrance d’un titre de séjour des étrangers malades. Une nouvelle application de la jurisprudence *Danthony* en cas de modification des règles applicables à une procédure en cours », obs. sous CAA Lyon, 12 avril 2012, *Mme X.*, n° 11LY02230, *Rev. jurisp. ALYODA* 2012, n° 3.

Déontologie des responsables publics

- ***Articles dans revues nationales à comité de lecture et chapitres d’ouvrages***

40. « Un défi de la sécurité globale : la moralisation du secteur de la sécurité privée. À propos de la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés », in Julie Gallois et Raphaël Maurel (dir.), *La sécurité globale. Perspectives juridiques et éthiques*, éd. L’Épitoque, vol. XXXVI, sept. 2022.
41. « Pour la reconnaissance d’une responsabilité disciplinaire des élus locaux en cas de manquement à leurs obligations déontologiques », *JCP A*, 6 mai 2022, n° 2151.

42. « Les référents déontologiques pour la fonction publique territoriale : 1^{er} bilan du réseau national des centres de gestion », *JCP A*, 6 mai 2022, n° 2153.
43. « Vente d'un terrain communal au compagnon de la DGS de la collectivité : condamnation pour prise illégale d'intérêts en l'absence d'arrêté de déport. À propos de CA Grenoble, 6^e ch. corr., 23 nov. 2021, n° 20/01514, *JCP A* 6 mai 2022, n° 2158.
44. « Le cumul d'activités par les magistrats et juges professionnels », in Élina Lemaire, Johanne Saison, Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *La déontologie des juges. État des lieux et perspectives d'avenir*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, déc. 2021.
45. « Le traitement du conflit d'intérêts par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Commentaire du *Guide déontologique II* », *AJCT* juil.-août 2021, 357.
46. « Le cumul d'activités par les hauts fonctionnaires », in *Quelle déontologie pour les hauts fonctionnaires ? Enjeux, textes et perspectives*, Emmanuel Aubin, Jean-François Kerléo, Jean-Michel Eyméri-Douzans, Johanne Saison (dir.), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, T. 132, juin 2021.
47. « L'intégrité scientifique sous les feux de la rampe. La transparence des intérêts portés par un enseignant-chercheur à l'occasion d'une publication », avec Blandine Mallet-Bricout, *JCP G*, n° 21, 25 mai 2021, Libres propos, n° 537.
48. « La reconversion professionnelle des élus locaux : quel cadre déontologique ? », in Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Déontologie des élus locaux : les risques de l'action publique locale (volet 2)* », *JCP A* 10 mai 2021, n° 2160.
49. « Le secret est-il une question ? Entretien avec un référent déontologue », in dossier *Confidentialité et secret professionnel dans les collectivités*, *AJCT* déc. 2020.
50. « Actes administratifs unilatéraux et déontologie des élus locaux : identifier les risques juridiques pour mieux les prévenir », in Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Déontologie des élus locaux : les risques de l'action publique locale*, *JCP A* 23 nov. 2020, n° 2303.
51. « Guide pratique de la déontologie des élus locaux », *AJCT* sept. 2020, p. 6.
52. « Pas de déontologue pour les élus locaux ! », tribune, *AJCT* janv. 2020, p. 1.
53. « Déontologie des acteurs de la justice et laïcité », in *La laïcité dans la justice*, Mathilde Philip-Gay (dir.), rapport de recherche, Mission de Recherche Droit et Justice, oct. 2019.
54. « Le serment, vestige religieux dans une justice laïque », in *La laïcité dans la justice*, Mathilde Philip-Gay (dir.), rapport de recherche, Mission de Recherche Droit et Justice, oct. 2019.
55. « La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité », in Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité*, *JCP A* n° 27, 9 juil. 2018, n° 2202.
56. « Les lois pour la confiance dans la vie politique : toujours plus de déontologie mais pas de "choc de confiance" », revue *Droit administratif*, janv. 2018, étude, n° 1, p. 17.
57. « Les députés protecteurs de la déontologie. À propos de la loi Sapin II », revue *Droit administratif*, mars 2017, étude, n° 3, p. 15.

58. « Le serment en droit public. Un possible retour en grâce ? », in *Déontologie et droit public*, Ph. Blachère (dir.), préf. de J. Gicquel, LGDJ, 2014.
59. « L'exercice d'activités privées par un agent public en congé maladie : quelle(s) faute(s), quelle sanction ? », note sous TA Clermont-Ferrand, 12 juill. 2019, *Clermont Auvergne Métropole*, N° 1702333, *rev. jurisp. ALYODA* 2020/1.

- **Rapports d'activités**

Ces rapports sont publiés sur le site extranet du centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon : <http://extranet.cdg69.fr/referent-deontologue>

60. Rapport d'activité 2021 du référent déontologue du centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon.
61. Rapport d'activité 2020 du référent déontologue du centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon.
62. Rapport d'activité 2019 du référent déontologue du centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon.
63. Rapport d'activité 2018 du référent déontologue du centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon.

- **Travaux réalisés dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique**

64. « Un référent déontologue indépendant pour les élus locaux et les agents publics. Proposition de décret », *Position paper*, 25 avr. 2022.
65. « La déontologie de la vie publique », in *Rénover la démocratie régionale*, Livre blanc de l'Observatoire de l'éthique publique, juin 2021.
66. « Pour une déontologie partagée des agents et des élus. Étendre la compétence du référent déontologue aux élus locaux », *Position paper* co-écrit avec Jean-François Kerléo pour l'Observatoire de l'éthique publique, 18 nov. 2019.
67. « Le référent déontologue au sein de la fonction publique, premier bilan et perspectives d'évolution », note pour l'Observatoire de l'éthique publique, 27 mai 2019.

Droit administratif des biens

- **Articles dans revues nationales à comité de lecture et chapitres d'ouvrages**

68. « Les biens des établissements publics de la défense », in *Patrimoine(s) et équipements militaires - aspects juridiques*, Caroline Chamard-Heim, Philippe Yolka (dir.), éd. Institut Universitaire Varenne, éd. « Colloques & Essais », déc. 2018.
69. « Les redevances domaniales », in *Encyclopédie JurisClasseur Propriétés publiques*, fasc. 59-10, oct. 2018.
70. « Cession à vil prix d'un terrain communal en vue de la construction d'une mosquée : le refus contestable d'appliquer la jurisprudence *Commune de Fougerolles* », note sous TA

Toulouse, 1^{er} déc. 2016, *M. V. et Mme B. c/ Cne de Montauban*, n° 1505595, *JCP A* n°2, 16/01/2017.

71. « Redevance » in *Dictionnaire encyclopédique des finances publiques*, Economica-PUAM, 2017.
72. « Redevances pour service rendu et redevances pour occupation du domaine public : les dernières évolutions », *JCP A* n° 7, 11 févr. 2013, étude 2039, pp. 24-32.
73. « Redevances et rentabilité des activités et biens publics », *RFFP* 2012, n° 120, pp. 119-129.
74. « Que reste-t-il de la distinction des redevances pour service rendu et des redevances pour occupation du domaine public ? », *AJDA* 19/2010, pp. 1062-1069.
75. « Les églises et le Code général de la propriété des personnes publiques - À propos de l'article L. 2124-31 », *AJDA* 40/2006, pp. 2210-2213.

- ***Chroniques, observations***

76. « Le bon coin des collectivités : les ventes aux enchères de matériels par les communes ou intercommunalités », obs. in chronique trimestrielle de l'Institut d'études administratives de l'université Jean Moulin Lyon 3, *JCP A* 19 oct. 2020, n° 2269.
77. 2016-2018 : Droit des propriétés publiques – chronique trimestrielle de l'Institut d'études administratives de l'université Jean Moulin Lyon 3 pour *La Semaine juridique - administrations et collectivités territoriales (JCP A)*
78. « Quelle est l'autorité compétente pour prononcer la distraction du régime forestier ? », obs. sous CAA Lyon, 18 mars 2014, *Comité de défense du Bois des Rochottes et de ses riverains et autres*, n° 12LY01026, *Rev. jurisp. ALYODA* 2014, n° 2.
79. « Mémorial lyonnais du génocide des Arméniens : annulation de l'autorisation d'occupation du domaine public », obs. sous CAA Lyon, 28 déc. 2010, *Communauté urbaine de Lyon*, n° 08LY01204, *Rev. jurisp. ALYODA* 2011, n° 2.

Autres thèmes

80. « Les flamants roses à l'origine de la responsabilité de l'État protecteur de la nature », CAA Lyon, plén., 1^{er} février 1994, n° 92LY00587, *Plan*, in *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 253.
81. « Le juge judiciaire : quel gardien de la liberté individuelle ? », Actes du colloque de l'AFDA organisé en juin 2015, Dalloz, coll. « Thèmes & commentaires », 2016.
82. « Refus de dégrèvement d'office : le contrôle limité du juge de l'excès de pouvoir (CAA Lyon, 25 oct. 2016, *CARPA Lyon-Ardèche*, n° 14LY01422, *CARPA Saint-Etienne*, n° 15LY01531, *JCP A*, 9 oct. 2017, n° 40, n° 2233.
83. « L'interdiction des règlements municipaux anti-OGM » par le Conseil d'État », note sous CE, 24 septembre 2012, *Commune de Valence*, n° 342990, *AJDA* 38/2012, pp. 2122-2126.

84. « L'incompétence du maire en matière de réglementation des OGM », obs. sous Conseil d'État, 24 septembre 2012, *Commune de Valence*, n° 342990, *Rev. jurisp. ALYODA* 2012, n° 3.
85. « Interrogations sur le régime de l'homologation des transactions », obs. sous CAA Lyon, 7 janv. 2010, *Société Brace Ingenierie*, n° 08LY00326, *Rev. jurisp. ALYODA* 2011, n° 1.
- *Annales*
86. Cas pratique (chasse du blaireau par vénerie sous terre), in *Annales Droit administratif 2023*, Xavier Dupré de Boulois (dir.), Dalloz, 09/2022.
87. Cas pratique (cantines scolaires), in *Annales Droit administratif 2022*, Xavier Dupré de Boulois (dir.), Dalloz, 09/2021.
88. Commentaire des arrêts du Conseil d'État, 9 nov. 2015, *M. Dos Santos Pedro*, n° 383712 et 6 juin 2018, *M. Dos Santos Pedro* (contestation d'une mesure de retenue du matériel informatique d'un détenu), in *Annales Droit administratif 2021*, Xavier Dupré de Boulois (dir.), Dalloz, 09/2020.
89. Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État, 6 juin 2018, *Ligue des droits de l'homme*, n° 410774 (couvre-feu imposé aux mineurs par le maire de Béziers), in *Annales Droit administratif 2020*, Xavier Dupré de Boulois (dir.), Dalloz, 09/2019.
90. Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État, 28 juil. 2017, *Boutaleb e. a.*, n° 390740 (port de signes religieux par les élèves infirmiers), in *Annales Droit administratif 2019*, Xavier Dupré de Boulois (dir.), Dalloz, 09/2018

Communications

- Animation de la table ronde « L'application du principe de la laïcité dans les collectivités territoriales », lors de la *Première rencontre nationale des référents laïcité de l'ANDCDG*, journée de la laïcité des centres de gestion (en visioconférence), 9 déc. 2022.
- Animation de la table ronde « Charte de déontologie et cartographie des risques d'atteinte à la probité », lors des premières *Assises de l'éthique publique locale* organisées par l'Observatoire de l'éthique publique, 24 et 25 novembre 2022, Valenciennes.
- « Le comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille », intervention lors des premières *Assises de l'éthique publique locale* organisées par l'Observatoire de l'éthique publique, 24 et 25 novembre 2022, Valenciennes.
- « Prévenir et agir : recommandations du référent déontologue et échange de bonnes pratiques », participation à une table ronde lors du 21^e colloque de l'Observatoire SMACL, *Les collectivités territoriales face aux conflits d'intérêts*, 20 oct. 2022
- « Les grandes décisions du tribunal administratif de Lyon », discours prononcé lors de la rentrée solennelle du TA de Lyon, 14 oct. 2022.

- « Un exemple d'utilisation d'une plateforme dans le cadre d'une politique publique : Parcoursup », intervention au colloque *L'émergence d'un droit des plateformes*, Xavier Delpech (dir.), université Jean Moulin Lyon 3, 21 oct. 2020.
- « Premières rencontres - Déontologie universitaire et Intégrité scientifique, université Jean Moulin Lyon 3, séminaire animé en qualité de référente déontologue de l'établissement avec Blandine Mallet-Bricout, référente intégrité scientifique, 25 sept. 2020.
- « La déontologie des élus locaux », intervention auprès des élus de la ville de Grenoble, avec Transparency International France, Grenoble, 7 juil. 2020.
- « Le nouveau cadre déontologique des agents publics : avancées et risques », intervention au colloque *La loi de transformation de la fonction publique : quelles nouvelles perspectives pour la fonction publique ?*, 12 mars 2020, université de Lille.
- « La simplification des procédures administratives : amélioration ou disparition des relations du public et de l'administration ? », intervention au colloque *La simplification normative et administrative : état des lieux, enjeux et perspectives*, Jean-Luc Pissaloux et Marc Frangi (dir.), sciences po Lyon, 12 oct. 2018.
- « Les nouveaux visages de la décision administrative : d'une administration assistée à une administration automatisée », intervention à la journée d'études *L'administration augmentée*, 27 septembre 2018, organisé par le Centre de recherche droits et perspectives du droit (CRDP) de l'université de Lille.
- Participation aux premières « Rencontres Conseil d'État - facultés de droit de Lyon 3 et d'Aix en Provence », 9 mars 2018, université Jean Moulin Lyon 3.
- « Grands arrêts de la Cour administrative d'appel de Lyon », intervention au colloque *Les 30 ans des cours administratives d'appel*, 1^{er} décembre 2017, premier colloque de l'Association Lyonnaise de Droit Administratif (ALYODA), université Jean Moulin Lyon 3.
- « Les biens des établissements publics de la défense », intervention au colloque *Patrimoine(s) et équipements militaires - aspects juridiques*, 14 septembre 2017, organisé par l'Institut d'Études Administratives (IEA) de l'université Lyon 3 avec le soutien du Centre de Recherches Juridiques (CRJ) de l'université Grenoble-Alpes et de la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives du ministère des Armées.
- « Le juge judiciaire : quel gardien de la liberté individuelle ? », intervention au colloque de l'Association française de droit administratif (AFDA), organisé en juin 2015 à l'université Jean Moulin Lyon 3.
- « Les règles générales en droit public, de la modernité à la post-modernité ? », intervention au colloque *De la règle à la norme, entre Regulae iuris et normativisme*, 11 juin 2015, université Jean Moulin Lyon 3.
- « Les "contrats" entre personnes publiques sont-ils des contrats ? », intervention au colloque *Les contrats entre personnes publiques – 30 ans après la jurisprudence UAP*,

organisé par l'Institut d'études administratives (IEA) de l'université Jean Moulin Lyon 3, 21 mars 2013.

- « La motivation en droit comparé », intervention au colloque *La motivation en droit public*, 17 et 18 novembre 2011, organisé par l'Institut d'études administratives (IEA) de l'université Lyon 3, sous l'égide de l'Équipe de Droit Public de Lyon.

Organisation de colloques, journées d'études et participation à des programmes de recherche

- Co-organisation, avec Mathilde Icard, Johanne Saison et Claude Beaufiles de la *Première rencontre nationale des référents laïcité de l'ANDCDG*, journée de la laïcité des centres de gestion (en visioconférence), 9 déc. 2022.
- Co-organisation, avec Matthieu Caron et Aurore Granero avec *Déontologie de la vie publique locale : le grand déploiement*, 1^{ère} édition des Assises nationales de l'éthique publique locale organisées par l'Observatoire de l'éthique publique, avec le partenariat de l'EDPL et de l'IEA, 24 et 25 novembre 2022, Valenciennes.
- Membre du comité scientifique du colloque *La jurisprudence administrative locale - Réflexions à l'occasion des 10 ans de l'Association LYonnaise de Droit Administratif*, 8 oct. 2021, université Jean Moulin Lyon 3.
- Co-organisation, avec Johanne Saison, de la journée d'échange des référents déontologues de la fonction publique territoriale, à l'initiative du cdg59, en partenariat avec l'Observatoire de l'éthique publique et la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (5 févr. 2020, à distance).
- Membre du comité scientifique du colloque *La loi de transformation de la fonction publique : quelles nouvelles perspectives pour la fonction publique ?*, 12 mars 2020, université de Lille.
- Organisation de la journée d'étude et de formation *La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité*, 25 mai 2018, université Jean Moulin Lyon 3.
- Participation au programme de recherche *La laïcité dans la justice*, dirigé par Mathilde Philip-Gay, financé par la Mission de recherche Droit et justice, 2016-2019 (coordination « Déontologie »).
- Membre du comité scientifique du colloque *Les 30 ans des cours administratives d'appel*, 1^{er} décembre 2017, premier colloque de l'Association Lyonnaise de Droit Administratif (ALYODA).
- Contribution à la rédaction du chapitre « L'internationalisation de la transparence publique, entre diversité des droits nationaux et montée en puissance de l'*open data* », sous la direction scientifique de J.F. Kerléo, in *Open data et intégrité publique*, rapport publié par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), déc. 2016, pp. 78-87 : <https://www.hatvp.fr/wordpress/wp-content/uploads/2016/12/Open-data-integrite-publique.pdf>

- Organisation, avec Philippe Blachèr et Jean-François Kerléo, d'un cycle de conférences sur la déontologie de la vie publique, université Jean Moulin Lyon 3, 2015-2016.
- Présentation du projet GEDEON – Groupe d'Étude sur la DÉONtologie de la vie publique, déposé dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Agence nationale de la recherche (2014), en partenariat avec l'université de São Paulo (projet qui a passé la phase de pré-sélection).
- Membre du comité scientifique du colloque *Les contrats entre personnes publiques – 30 ans après la jurisprudence UAP*, organisé par l'Institut d'études administratives (IEA) de l'université Jean Moulin Lyon 3, 21 mars 2013.
- Membre du comité scientifique du colloque *La motivation en droit public*, 17 et 18 novembre 2011, organisé par l'Institut d'Études Administratives (IEA) de l'université Jean Moulin Lyon 3, sous l'égide de l'Équipe de droit public de Lyon.
- Participation à l'organisation du colloque *Les principes en droit*, 13 et 14 décembre 2007, organisé par l'Institut d'études administratives (IEA) de l'université Jean Moulin Lyon 3, sous l'égide de l'Équipe de droit public de Lyon.

Encadrement de recherches, participation à des jurys

- Dylan GALLAND, *Le régime d'accès aux documents administratifs face à la protection des données à caractère personnel* (Univ. Lyon 3, 18 nov. 2022, dir. E. Carpano)
Jury : C. Testard et S. Slama (rapporteurs), Émilie Barbin et Élise Untermaier-Kerléo
- Membre du jury du Prix de thèse 2022 de l'université Jean Moulin Lyon 2
- Membre du jury du Prix de Recherche 2021 de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.
- Relecture de plusieurs dizaines de commentaires écrits par les doctorants pour la revue de jurisprudence administrative lyonnaise ALYODA.
- Membre de jurys pour les soutenances de mémoires réalisés par les étudiants du Master 2 droit public fondamental :
 - *Concours de polices et risque sanitaire. Apports de « l'expérience covid-19 » dans l'étude de l'articulation des pouvoirs de polices spéciales nationales avec le pouvoir de police générale du maire*, mémoire présenté dans le cadre du M2 Droit public fondamental par Anne-Sophie Rochon du Verdier, sous la direction de E. Joannard-Lardant, 14 juin 2021, université Lyon 2.
 - *Le critère de l'« influence » en droit administratif*, mémoire présenté dans le cadre du M2 Droit public fondamental par Amélie Ouvrard, sous la direction de C. Roux, 15 juin 2021.
 - *Les contrats de droit privé de l'administration*, mémoire présenté dans le cadre du M2 Droit public fondamental par Léo Andrieu, sous la direction d'H. de Gaudemar, 15 juin 2021, université Lyon 3.

- *L'État républicain à l'épreuve des accommodements raisonnables en matière religieuse*, mémoire présenté dans le cadre du M2 Droit public fondamental par L. Chatelain, sous la direction de L. Eck, 17 juin 2021, université Lyon 3.
- Membre d'un jury de thèse : Justine Chochois, *La justiciabilité post-moderne du droit souple de la santé*, sous la direction de Johanne Saison, 18 oct. 2019, ComUE Lille Nord de France.
- Direction d'un mémoire de recherche dans le cadre du M2 carrières publiques – université Lyon 3 : Valentine Gaudry, *La protection de l'ordre public à l'heure des systèmes biométriques : l'exemple de la technologie de la reconnaissance faciale*, 16 sept. 2021.
- Direction et soutenances de mémoires de stage réalisés par les étudiants du Master 2 carrières publiques.